

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 09/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AEW pour SCI ENTREPOTS PARIS SUD VI

43 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE
75013 Paris

Références : E4/25 - 1117
Code AIOT : 0006507792

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement SCI ENTREPOTS PARIS SUD VI implanté 50 Boulevard de l'Europe ZAC PARISUD VI, 77380 Combs-la-Ville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection inopinée a pour objectif de vérifier la réalisation d'un état des stocks conforme à la réglementation, la bonne prise en compte des matières dangereuses dans cet état des stocks et la détermination du statut SEVESO par dépassement direct ou par la règle de cumul.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI ENTREPOTS PARIS SUD VI
- 50 Boulevard de l'Europe ZAC PARISUD VI, 77380 Combs-la-Ville
- Code AIOT : 0006507792
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site bénéficie de l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 modifié par les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires du 9 avril 2009 et du 11 août 2010. Par bénéfice des droits acquis du 17 janvier 2022, le site est dorénavant soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510-2b de la nomenclature des ICPE.

Au regard de la nomenclature des ICPE, cet établissement comporte des installations également soumises au régime :

- de la déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 2910-A-2 et 4331-3 ;
- de la déclaration au titre des rubriques 2925-1 et 4320-2.

L'entrepôt est composé de 10 cellules occupées par un seul locataire.

L'exploitant du site, SCI ENTREPOTS PARIS SUD VI, est représenté par AEW. GSA immobilier est le gestionnaire technique et locatif de l'entrepôt pour le compte de la société AEW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	État des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4. de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Bénéfice des droits acquis du 17/01/2022	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant d'une visite d'inspection inopinée, l'exploitant n'était pas présent.

L'inspection des installations classée a été reçue par le responsable maintenance de GXO, locataire de l'ensemble de cet entrepôt. Il nous a informé que GXO, présent depuis juin 2022, quittait les lieux fin août 2025.

La visite du site a permis de constater que cet entrepôt était propre et bien géré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Bénéfice des droits acquis du 17/01/2022			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE			
Prescription contrôlée : [...]			
Rubrique	Régime	Définition de la rubrique	Installations concernées
1510-2b	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Volume total de l'entrepôt : 522 274 m³
4331	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Quantité stockée : 86 t.
4320-2	DC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	Quantité stockée : 82,6 t.
2910-A-2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des	Puissance totale des chaudières : 2,4 MW

		fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	
2925-1	DC	Accumulateurs (Ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance maximale de courant continu : 150 kW
Pour mémoire, le site est non classé sous les rubriques 1530, 1532, 2663, 4441, 4510 et 4511.			
Constats : La visite de l'inspection a permis de constater que le locataire GXO ne stocke pas de liquides inflammables et n'est donc pas concerné par les rubriques 4331 et 4320-2. Il n'y a pas eu de modification ni sur les cinq locaux de charge, ni sur les chaudières. Le classement pour ces rubriques ne change pas. Le site respecte donc son classement ICPE.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion et prévention des risques
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. [...] L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre

<p>document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. (« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance »)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le locataire faisait un état des stocks hebdomadaire. Cela n'est plus le cas depuis le départ récent du responsable QSE. Il nous a fourni l'état des stocks du 3 mars 2025. Celui-ci donne le tonnage global de produits par cellule. Il est accessible au poste de sécurité ouvert 7j/7 et 24h/24.</p> <p>Le locataire se base sur l'arrêté préfectoral n°01DAI2IC136 du 12 juin 2001 pour ne pas dépasser 31 824 tonnes. Il est en effet précisé dans les éléments caractéristiques de l'article 1.2.1 « 31 824 tonnes de matières, produits ou substances combustibles dans un entrepôt dont le volume est égal à 522 274 m³ ».</p> <p>Le locataire ne stocke pas de produit dangereux, il n'est donc pas concerné par des Fiches de Données de Sécurité (FDS).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à ce que son locataire établisse un état des stocks de manière hebdomadaire conformément aux dispositions de l'article 1.4. de l'annexe II précité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : État des matières stockées - gestion accidentelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4. de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p>

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

[...]

Constats :

L'état des stocks du 3 mars 2025 présenté par le locataire ne fait pas mention des familles de produits stockés. Il s'agit d'un tonnage global par cellule.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à ce que son locataire établisse un état des stocks listant les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, devront y figurer spécifiquement.

Un état des stocks sous format synthétique précisant les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage devra également être demandé au locataire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

